

Sujet : « L'usage de la force est la seule façon de contraindre les individus au respect des lois que se donnent les hommes et donc de garantir leur liberté. »

Discutez.

Introduction :

Toute organisation ou communauté humaine nécessite la présence d'un pouvoir dont le fondement repose sur les lois, règles ou principes établis. Pour le bon fonctionnement de la société, il est important que l'autorité veille au respect des textes pour garantir la paix et la sécurité dans la société, l'égalité entre les individus et la liberté du peuple. L'autorité est obligée dans la plupart des cas de passer par la force pour maintenir l'ordre dans la cité. C'est dans cet ordre d'idée qu'un penseur écrit : « Sujet. »

En quoi l'usage de la force est nécessaire pour faire respecter les lois dans une société ? La force garantit-elle la liberté des citoyens ou peut-elle maintenir l'équilibre de la société ?

Dans un développement bien structuré nous tenterons d'élucider les questions posées ci-dessus.

Développement :

La société est régie par les lois sans lesquelles nous tombons dans l'anarchie. Bien que ces lois soient généralement votées par les citoyens, elles sont transgressées par la plupart des gens. L'homme de façon naturelle aime désobéir aux normes or le respect de ces normes est impératif pour le bonheur de tous dans la société. C'est par l'obéissance aux lois que l'on peut construire un monde meilleur où la liberté de chacun est garantie. C'est pourquoi il est nécessaire pour les dirigeants de faire régner l'ordre dans la société en amenant les citoyens au respect strict des textes établis pour la liberté de tous. **Jean Jacques ROUSSEAU** dira : « L'obéissance aux lois que l'on s'est prescrite est l'expression de la liberté. » C'est une manière d'affirmer que l'homme se doit de respecter les règles auxquelles il a lui-même participé à l'élaboration.

Dans l'œuvre "**L'esprit des lois**", **MONTESQUIEU** montre qu'un gouvernement démocratique doit être fondé sur la séparation des pouvoirs à savoir : le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Et chaque pouvoir fonctionne selon des règles qui mettent la liberté du peuple au centre. Dans ce gouvernement, il est du rôle du pouvoir judiciaire de veiller au respect des lois car sans celui-ci les hommes s'adonneront au libertinage, c'est -à-dire, qu'ils agiront selon leur volonté, sans tenir compte des lois, au point d'entraver la liberté des uns et autres. Ce qui conduira naturellement la société à la dérive. Aussi, bien que Montesquieu prône la vertu dans un Etat démocratique, il n'exclut pas l'existence des forces de l'ordre pour le maintien de l'équilibre dans la société afin que chacun jouisse de sa liberté. Pour Montesquieu : « La liberté est tout ce que les lois permettent. » Cela peut signifier que le respect des lois est obligatoire pour la liberté des citoyens. Autrement, sans l'usage de la force parfois, la démocratie est exposée aux désordres auxquels elle ne pourrait résister longtemps. Donc elle s'écroule comme un château de carte.

Aussi, une société qui souhaite s'épanouir, doit amener ses citoyens de cultiver la passion du respect des textes établis pour son bon fonctionnement. Les citoyens respecteront ces

textes quand ils se verront contraindre par les autorités légitimes. Au **Mali**, à un moment donné la liberté du bas peuple était bafouée car le pouvoir en place qui ne pouvait forcer certains individus véreux au respect des lois. Ce qui a engendré la mauvaise gouvernance source de la corruption, de l'injustice, l'inégalité sociale et finalement s'est produit un **Coup d'Etat**. Aussi, beaucoup de citoyens maliens ne respectaient plus les lois, c'était des actes d'incivisme qui se produisaient flagramment, les injures sur les réseaux sociaux sans inquiétude étaient monnaie courante. L'Etat était trop faible pour faire régner l'ordre, alors la liberté de certains individus était prise en otage. Un Etat fort doit faire régner l'ordre en forçant les citoyens récalcitrants à respecter les lois car, comme on aime le dire : « Nul n'est au-dessus de la loi. »

Par conséquent, la force doit être employée de façon légitime et légale pour le maintien de l'ordre dans la cité et pour garantir la liberté du peuple. L'autorité doit prendre ses responsabilités pour conduire les citoyens au respect des lois car il est du devoir des citoyens de respecter les lois afin que la société évolue positivement.

Cependant l'usage de la force de façon illégale et illégitime, c'est-à-dire, en faisant fi des lois, bascule la société dans la dictature. L'utilisation exagérée de la force est vraiment nuisible à la liberté du peuple. Cela peut finir par provoquer la rébellion ou la révolution car, selon **Seydou BADIAN** : « La force ne crée pas le chef mais un adversaire à abattre. »

L'obéissance aux lois est une obligation, un devoir dans une société dont les dirigeants se soucient du bonheur du peuple. Et cette obéissance passe souvent par la force mais qu'il faut éviter, c'est d'utiliser une force non conforme aux lois. On appelle cela de la tyrannie, qui entrave la liberté du peuple. A ce stade, la force est un danger pour le bonheur des sujets et c'est dans ce contexte que **Sékou TOURE** déclara : « La force vainc mais ne convainc pas. »

De même, la pièce de théâtre de **Gaoussou DIAWARA** : "Laube des béliers", on tire une leçon politique et sociale. L'auteur montre, à travers l'histoire imaginaire des béliers que la force sans la loi cause la ruine d'un dirigeant.

En somme l'usage de la force est nécessaire pour le respect des lois et la construction d'un monde de liberté. Mais l'utilisation aveugle de la force par un dirigeant dans la société provoque des mécontentements qui peuvent aboutir à la ruine de cette société.

Conclusion :

Au terme de notre analyse, nous constatons, d'une part, que l'usage de la force est nécessaire par une autorité pour inciter le peuple à respecter les lois. Ce respect des lois n'a pour conséquence que de maintenir l'harmonie entre les individus et garantir la liberté. Mais, la force d'autre part, peut être source de discorde entre l'autorité et le peuple surtout quand l'usage de cette force ne prend pas en compte ni les droits ni les aspirations des citoyens. **Peut-on dire que le bon dirigeant est celui qui est à la fois sévère et flexible dans l'application des lois ?**

